

Contre les contrôles, les rafles, les bavures... agir et désobéir, être solidaire
PARIS : SAMEDI 5 FÉVRIER - 15 h - PLACE DE LA BASTILLE
 Cortège FA, Réflex, OCL et CNT-FAU

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

3 AU 9 FÉVRIER 1994

N° 943

10,00 F

LOIS SUR LA SÉCURITÉ, L'IMMIGRATION,
LE CODE DE LA NATIONALITÉ

La surenchère raciste de l'Etat

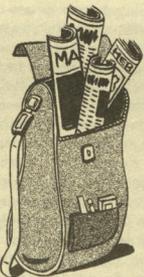
S I L'ANNÉE 1993 n'a pas été un bon cru pour l'emploi, elle aura été faste pour les franchouillards. Sécurité, immigration et nation auront été, en quelques mois, l'objet de soins particuliers de la part du gouvernement Balladur. Trois séries de lois sont venues renforcer l'arsenal

répressif déjà mis en place par étapes successives depuis 1984.

Depuis le 1^{er} janvier 1994, ces textes sont entrés en vigueur sans que cela nous soulève le cœur. Et pourtant « avoir du cœur » est la chose la plus revendiquée par les médias et la « foule sentimentale » chantée par Souchon. Chacun se doit d'être ému et scandalisé par les enfants martyrs de Sarajevo, les SDF, l'assassin de la petite vieille ou les ravages de la drogue dénoncés par Pasqua dans son dernier show télévisé. Cette vieille crapule de Pasqua veut se faire le champion d'une croisade de moralité alors qu'il est un des artisans essentiels des dernières lois racistes et nationalistes.

« Le Monde libertaire »
dans les écoles
du 28 mars au 2 avril

5^e
28 mars - 2 avril 1994
Semaine
de la Presse
dans l'École



T 2137 - 943 - 10.00 F



Le code de la nationalité — Il faut prendre conscience que le nouveau code de la nationalité va tuer aussi sûrement qu'un obus de canon de 155 les enfants des banlieues de Lyon, Marseille, Lille ou Paris.

Depuis 1789, la nation est idolâtrée au point que la plupart d'entre nous pense qu'elle a toujours existé. A force d'entendre répéter par Le Pen, Chirac, Marchais ou Rocard que nous sommes « envahis par les étrangers », qu'ils « sentent mauvais » et que « la France ne peut accueillir toute la misère du monde », nous avons fini par croire que c'était vrai.

Etre français (?) sera pour les enfants d'immigré(e)s, et pour eux seuls, un acte volontaire (?). Il devront en faire poliment la demande dans les administrations ad hoc entre 16 et 21 ans. Mais avant 16 ans, ils seront quoi ces enfants perdus dans ce foutu monde qui oblige à être français ou rien ? Par cet oukase, on crée une situation de non-existence, de no man's land, pour des jeunes bien souvent fragilisés par ailleurs. Comment vont-ils s'affirmer, exister, face aux autres enfants et à eux-mêmes, alors que l'on sait que cette inégalité de situation va influencer forte-

(suite p. 4)



DE L'INDÉPENDANCE AUX ATTENTATS ISLAMIQUES

Les deux guerres d'Algérie

LA GUERRE d'indépendance a mis un terme à 132 ans de colonialisme avec son lot d'humiliation, de spoliation et d'exploitation. En ce sens, sa conclusion fut accueillie comme une libération et saluée par les progressistes du monde entier qui voyaient s'ouvrir une ère nouvelle et heureuse pour le peuple algérien.

L'euphorie de la paix retrouvée après tant d'années meurtrières fit passer au second plan la part plus sombre de cette révolution qui se révèle être sa part maudite ; il ne fallait pas gâcher la fête. Certes, la révolution avait été conduite au nom de principes généreux et émancipateurs ; les fils de la Toussaint, qui fondèrent le FLN, étaient pour la plupart d'anciens sous-officiers de l'armée française qui avaient combattu le fascisme en Europe au nom de ces mêmes principes. Malheureusement, comme il est

toujours plus aisé de rassembler autour de thèmes simplificateurs, la mobilisation s'est effectuée essentiellement sur des bases ethniques. Les Français qui se rallièrent à la révolution le firent à titre individuel, et furent trop peu nombreux pour influencer sur le cours des choses. Quant aux politiques, ils furent assez vite soumis par les militaires

« Malheureusement [...] la mobilisation s'est effectuée essentiellement sur des bases ethniques. »

et éliminés ; Abbane Ramdane, le « meilleur cerveau » de la révolution peut être considéré d'une manière anachronique, certes, mais symbolique comme la première victime de

RASSEMBLEMENTS
DE LA FÉDÉRATION
ANARCHISTE
AUX
MANIFESTATIONS
ANTI-SÉCURITAIRES
ANTI-NATIONALISTES
ANTI-CAPITALISTES
DU
SAMEDI 5 FÉVRIER
LYON
PLACE CARNOT - 15 H
MONTPELLIER
LE PEYROU - 15 H

RÉUNIONS-DÉBATS
« Ce n'est pas aux immigrés
qu'il faut s'attaquer,
c'est à la misère »
(animées par RÉFLEX)
• MONTPELLIER
VENDREDI 4 FÉVRIER - 21 h
salle Lacordaire
(à l'initiative du groupe FA)
• ALÈS (Gard)
SAMEDI 5 FÉVRIER - 15 h
salle Louis-Aragon
cité Les Cévennes
(invitation de la liaison FA de Nîmes à
assister à la réunion-débat)

cette haine de l'intelligence qui se déchaîne aujourd'hui.

En conséquence, l'indépendance fut l'occasion d'une purification ethnique avant la lettre d'une ampleur insoupçonnée par les négociateurs des accords d'Evian : le million de Pieds-noirs préféra partir ; les massacrés du 5 juillet réussirent à convaincre les derniers hésitants. Déjà pendant la bataille d'Alger, Ali-la-Pointe avait été chargé de mettre de l'ordre dans la Casbah. Ce qu'il fit en expulsant toute la foule interlope des proxénètes, prostituées et malfrats, qui peuplaient encore ses ruelles ; Maltais, Espagnols, Italiens, Français furent chassés à jamais. Sans doute, l'ordre moral et surtout politique y gagna beaucoup, mais la diversité s'appauvrit d'autant. Désormais, les musiciens juifs, qui contribuèrent tant au renom de la musique arabo-

(suite p. 8)

« UN VIEUX RÊVE DE PROLÉTAIRE CRÈVE-LA-FAIM »

La société de consommation (1^{ère} partie)

Paru en 1970 dans le n° 8 de la revue *la Rue* du groupe Louise-Michel, l'article de Maurice Fayolle nous a paru intéressant à présenter aux lecteurs du *Monde libertaire*. Histoire de confronter des lignes écrites après Mai 68 en plein « triomphe » de la société de consommation avec la réalité actuelle, où l'on cherche à opposer déclassés, chômeurs, SDF avec ceux qui ont du travail.

IL SERAIT VAIN DE LE NIER : depuis le milieu du siècle dernier, époque à laquelle s'élaboraient les deux grandes écoles divergentes du socialisme (autoritaire avec Marx et Engels, libertaire avec Proudhon et Bakounine), le monde a « bougé ». Et il a plus bougé en un siècle qu'il ne l'avait fait dans les dix, vingt, quarante siècles qui l'ont précédé. Cette accélération de l'évolution humaine, qui avait démarré avec les débuts de l'industrialisation et s'était visiblement manifestée après la guerre de 1914-1918, a pris une allure vertigineuse depuis moins d'un quart de siècle, c'est-à-dire depuis la fin de la guerre de 1939-1945.

Un monde nouveau est né, que nul, au XIX^e siècle, n'aurait pu imaginer — sinon sous une forme utopique. Au moment où Proudhon écrivait *Les Contradictions économiques*, où Marx rédigeait *Le Capital*, dans les pays occidentaux la naissante industrie bouleversait les structures économiques et sociales figées par des siècles d'une production artisanale stagnante. Autour de géantes usines surgies du sol et crachant vers le ciel des fumées noirâtres, des masses humaines venaient s'agglutiner : le prolétariat industriel naissait, se

gonflant sans cesse de déracinés de la terre et de compagnons artisans chassés des petits ateliers.

Un prolétariat misérable. Si misérable que, malgré les récits de quelques grands écrivains, les hommes de ma génération, c'est-à-dire nés vers les débuts de ce siècle, n'en ont qu'une vision incomplète. Quant à la jeune génération, celle qui, en mai 68, du haut des barricades, se ruait à l'assaut de la « société de consommation », elle n'en a pas la moindre idée. Il faut essayer aujourd'hui — et c'est difficile — de se représenter ce qu'était hier la vie d'un homme ou d'une femme du peuple. L'école étant à peu près inexistante, l'enfant commençait à travailler vers six ou sept ans, c'est-à-dire dès que le jeune animal humain était en état de produire un effort musculaire. Le temps de travail se poursuivait jusqu'à la mort du producteur ou, du moins, jusqu'à ce que la vieillesse ou l'infirmité viennent le rejeter hors du cycle de la production — ce qui, pour la plupart, équivalait à un arrêt de mort. Quant à la durée quotidienne du travail, elle se situait aux alentours de quatorze ou seize heures. Aucun congé dans le courant de l'année, sauf quelques rares fêtes religieuses. Pas de

sécurité sociale, pas d'allocations familiales ou de chômage : un accident ou la maladie et c'était la perte de l'emploi, la misère noire, la mère se tuant au travail pour acheter un peu de pain à une marmaille piaillant de faim. Et pour ce labeur inhumain, des salaires de famine qui permettaient tout juste de survivre en se gavant quotidiennement de pommes de terre, la viande n'apparaissant sur la table qu'en quelques exceptionnelles occasions.

Ah ! mes jeunes camarades, si vous pouviez comprendre comme ces misérables, ces « damnés de la terre », l'ont aspiré, l'ont espérée la société de consommation ! Ils ont souffert, ils se sont battus, ils ont construit des barricades sur lesquelles il se sont fait tuer pour que nous, leurs petits et arrière-petits-fils, participions à ce festin de la vie que leur refusaient alors férocelement leurs exploités — ces bourgeois plus inhumains que ne le furent les profiteurs de l'esclavage antique.

Assurément, si, de ce néant où nul n'est jamais sorti, ni ne sortira jamais, par quelque impossible miracle l'un de ces forçats du travail et de la faim du siècle dernier avait surgi de sa tombe, il aurait été aussitôt terrassé par la stupeur en entendant la jeunesse vociférer contre cette société de consommation, qui n'avait été pour lui, l'arrière-grand-père au ventre vide, qu'un rêve merveilleux, le reflet d'un paradis inaccessible.

Evoquant aujourd'hui ce passé qui paraît si lointain, mon propos n'est pas, on s'en doute, de prendre la défense de la société de consommation telle qu'elle existe, mais de faire mesurer la différence qui sépare cette époque de la nôtre. Avoir une nette conscience de l'abîme qui sépare ces deux mondes, celui d'avant-hier et celui d'aujourd'hui, est, à mon avis, indispensable, à la fois pour bien situer les œuvres des pionniers du socialisme dans le contexte de leur époque et pour, partant de leurs travaux, promouvoir un socialisme à la mesure des temps que nous vivons.

Il peut sembler paradoxal d'écrire que, ce dont nous devons nous persuader, c'est précisément que nous avons atteint cette société de

consommation pour la conquête de laquelle s'est battue la classe ouvrière pendant plus d'un siècle, et, avant elle, les milliers de générations d'esclaves et de serfs pendant plus de cinquante siècles. Certes, la misère n'a pas totalement disparu : même dans nos pays surévolus, une frange « d'économiquement faibles » ne participe pas à la société de consommation. Mais, disons-le parce que c'est la réalité, cette frange ne représente qu'une petite minorité, alors qu'hier les oubliés du festin étaient la grande majorité.

Un monde ancien est mort, un monde nouveau est né : pourquoi ? Les prolétaires de notre temps, dont les aïeux crevaient de faim au siècle dernier, disposent aujourd'hui du nécessaire et même, pour un certain nombre du superflu : pourquoi ? Et

« La théorie marxiste de la paupérisation croissante [...] s'est révélée exacte jusqu'au début du XX^e siècle.... »

cependant, ils revendiquent toujours : pourquoi ?

Pourquoi le monde a-t-il bougé ? A cause, évidemment, de l'industrialisation. Mais celle-ci n'a été elle-même que la conséquence et le résultat de l'irruption dans une production artisanale stagnante, limitée à l'emploi de l'énergie musculaire, des énergies extrahumaines : vapeur, électricité, explosion, réaction nucléaire.

Cette irruption d'énergie, qui s'est échappée au XVII^e siècle de la marmite de Denis Papin, balbutiante tout au long du XVIII^e siècle, relativement lente à se développer au cours du XIX^e siècle, s'est brusquement amplifiée après la guerre de 14-18 pour jaillir en geyser après celle de 39-45. Dès lors, à une production limitée depuis des temps immémoriaux succédait une production pléthorique.

La théorie marxiste de la paupérisation croissante du prolétariat et son accroissement par la prolétarianisation des classes moyennes avec, pour contrepartie, la concentration numérique et l'enrichissement continu des capitalistes, reposait sur une mesure de la production de l'époque et l'hypothèse d'une lente progression. De fait, la théorie s'est révélée exacte jusqu'au début du XX^e siècle, jusqu'à la fin de la guerre 14-18. Mais ensuite, elle a été bousculée et réduite à néant par l'inondation énergétique qui, en un demi-siècle, a fait passer la production du rythme d'un trot lent à un galop accéléré.

Alors, dans l'entre-deux-guerres, un problème crucial s'est posé au capitalisme en fonction de ce développement intensif de la production : pour que le système (du profit) demeure, il fallait nécessairement produire, mais aussi et surtout écouler la production — sinon la machine se bloquait. Or, la

production atteignit très vite un seuil au-delà de laquelle elle ne pouvait plus être absorbée par la seule classe exploiteuse — cependant que les bas salaires de la classe exploitée ne lui permettaient pas de consommer les produits excédentaires. La « surproduction » (c'est-à-dire la limitation de la consommation par saturation des classes riches et l'insolvabilité des classes pauvres) et le chômage en résultant furent les causes des grandes crises économiques qui secouèrent le monde de l'entre-deux-guerres.

La situation paraissait sans issue. L'asphyxie guettait à brève échéance le régime capitaliste si une porte enfoncée ne venait pas lui fournir l'air frais indispensable à sa survie. Cette porte, ce fut en Amérique qu'elle fut enfoncée. En Amérique où un capitalisme plus jeune et plus dynamique que celui de la vieille Europe comprit enfin que le seul moyen d'éviter l'agonie (et l'inévitable explosion révolutionnaire consécutive) était de donner à sa propre classe ouvrière les moyens d'acquiescer les produits : ce fut le début de la politique des hauts salaires. Cet auto-financement injecta un sang nouveau dans une économie moribonde et, petit à petit, la machine se remit en route.

Mais en Europe, le capitalisme, figé dans des traditions bourgeoises, enkystré dans son égoïsme de classe, frémissant de haine pour une classe ouvrière dont les sursauts révolutionnaires avaient tant de fois troublé son sommeil et sa digestion, en Europe le capitalisme se refusa avec une bêtifiante obstination de suivre cette voie. La fausse révolution de 1936 fut une vaine tentative pour l'y contraindre. Mais le socialisme dégénéré à la Blum et le communisme aux ordres à la Thorez bloquèrent dans une impasse un geyser après celle de 39-45. Dès lors, à une production limitée depuis des temps immémoriaux succédait une production pléthorique.

Il fallut attendre une nouvelle guerre (qui fut la conséquence directe de ce refus du capitalisme européen de s'adapter), une guerre destructrice qui brisa définitivement les structures économiques de la vieille Europe pour qu'une nouvelle génération de capitalistes s'engage enfin dans la voie ouverte par leurs homologues américains. Le résultat fut spectaculaire : en moins d'un quart de siècle, la classe ouvrière des pays européens industrialisés a accédé au rang de consommatrice. Elle s'est incontestablement enrichie — non pas d'or accumulé, mais de biens consommés, ce qui est, en définitive, la seule forme valable de l'enrichissement.

Le vieux rêve du prolétaire crève-la-faim du siècle dernier s'est réalisé : son arrière-petit-fils roule carrosse — à pétrole ; il mange de la viande à chaque repas et, tous les ans, s'en va « vacancer » à la mer ou à la montagne, en ces lieux jadis hantés par les seuls privilégiés de la fortune.

(suite au prochain n°)

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

LIVRE CGT

Presse et avenir...

EXIT VIANNET, les foudres confédérales, les banderoles sur la devanture du *Figaro*... la façade syndicale des ouvriers du Livre parisien semble repeinte de neuf.

En effet, le congrès du Syndicat général du Livre avait retrouvé l'unanimité, le congrès de la Chambre typographique parisienne s'était prononcé pour un syndicat de la communication, tout allait pour le mieux. A lire *l'Humanité*, il n'y avait qu'à attendre (pêle-mêle)

l'assemblée générale du Syndicat des correcteurs, le congrès FILPAC Ile-de-France, pour arriver au congrès national de la FILPAC et voir enfin l'unité des travailleurs du Livre réalisée dans un syndicat unique.

Bien sûr, on n'utilise plus ce terme autoritaire, on parle de syndicat de la communication, ce qui fait beaucoup plus ecuménique. Mais les faits sont là : tout le monde persiste et signe malgré l'unani-

misme de façade. Les correcteurs entendent (à moins que je ne me trompe...) rester syndicat, et les rotativistes persistent dans le leur. On peut être dubitatif sur des déclarations sur le « fédéralisme respectueux des pluralités », mais il faudrait plutôt attendre le résultat des négociations du groupe Hersant, pour voir plus clair sur le rapport de forces dans la Presse de demain.

Sitting Bull

EXTRÊME DROITE

Les lumières du « Réverbère »

Depuis quelque temps, surgissent à la criée des journaux qui parlent des sans-abri, des chômeurs, de la misère. Parmi ces publications spécialisées : *le Réverbère*. Ce journal se veut être « les cahiers des sans-abri, par les sans-abri ».

Une lecture attentive de ce journal révèle vite son orientation politique, franchement à droite. Cette littérature enrobée de préoccupations sociales, méprisante envers les milieux politiques et médiatiques, propose diverses solutions à ses lecteurs pour lutter contre la misère et motiver les sans-abri à réagir contre leur situation. Les rédacteurs de ces textes en profitent pour distiller ça et là quelques phrases nettement orientées politiquement.

Par exemple, dans le n° 7 du 23 novembre 1993, Sophie Crépon, signataire d'une série d'articles sur l'illitérisme propose comme remède à celui-ci : « *L'Education nationale devra sans doute revoir ses rapports avec le monde du travail. Un partenariat plus étroit serait souhaitable afin de permettre une meilleure adéquation entre la main-d'œuvre et les besoins spécifiques de l'entreprise.* »

Dans un article qui paraît-il, « *n'engage que la responsabilité de son auteur* », Sébastien Faye imite Zola dans un « *J'accuse* » qu'il espère retentissant. Voilà, entre autres, ce qu'il écrit : « *J'accuse les peuples européens... de se montrer malveillants et hostiles à toute tentative de rénovation de l'Occident post-moderne* ». Et, plus loin : « *Avoir décrié la religion chrétienne ne change rien à la permanence de l'âme dans l'esprit...* » Edifiant ! L'Occident chrétien se renouvelle. Il exprime son point de vue dans un journal qui prétend s'occuper de la situation sociale des sans-abri. La « révolution » nationaliste serait-elle de nouveau en marche ?

Le Réverbère fait aussi de l'humour. Page 26 de ce même numéro, on trouve cette grasse plaisanterie : « *Les Français désertent l'Algérie. En signe de représailles, pourquoi les Algériens ne désertent-ils pas la France. Vivement que les Français désertent le Mali.* » Et celle-ci : « *Arafat : " Je demanderai beaucoup à la France". Préparez vos bourses, citoyens.* ». Drôlement xénophobe, ne trouvez-vous pas ?

Voilà, nous livrons à votre réflexion et votre vigilance ces quelques lignes tirées du « *bimensuel français* » *le Réverbère*. La misère et les miséreux sont aussi un champ d'investigation, une source de recrutement pour l'extrême droite. Ne l'oublions pas.

Crocquant

PARIS

22, v'la les flics !

Le 18^e arrondissement toujours sous surveillance — Après une période de relative tranquillité ou de discrétion policière, le 18^e a retrouvé son taux habituel de flicage. Les cars de CRS stationnent à nouveau plusieurs fois par semaine au métro Château-Rouge. Des contrôles d'identité ont eu lieu les mercredi 26 et jeudi 27 janvier à la Goutte-d'Or, autour du marché Dejean. Le quartier empesté encore l'état de siège. L'action politique y devient même difficile. Dans l'arrondissement, les colleurs d'affiches sont habitués aux contrôles d'identité intempestifs. Pourtant, ils se passent généralement sans problème. Mais, le lundi 24 janvier au soir, à la sortie du métro Porte-de-la-Chapelle, trois colleurs de la Fédération anarchiste ont eu droit à un contrôle plutôt poussé de la part de gendarmes : vérification d'identité (pendant qu'un des gendarmes téléphonait pour vérifier les cartes, un autre demandait aux militants de réciter leur identité...), menace d'embarquement au poste (« *Qu'est-ce que vous cherchez ? A mettre le feu aux poudres dans le quartier !* »), réquisition totalement gratuite du matériel de collage et des affiches... Le « contrôle » a bien duré une demi-heure. Un effet des lois Pasqua ?

Expulsion d'un squatt parisien — Le mercredi 26 janvier, un squatt d'une trentaine de personnes, situé rue Hippolyte-Maindron (14^e arr.), a été expulsé par les forces de police. Est-ce un effet de la loi socialiste en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1993 sur l'expulsion des squatters en toutes saisons ou le fait que ce squatt, installé depuis à peine une semaine, n'avait pas eu le temps de prendre certaines précautions pour éviter une expulsion immédiate ? Toujours est-il que l'expulsion, commencée vers midi, s'est terminée vers 20 h, malgré la présence d'une cinquantaine de personnes venues soutenir les squatters. La Mairie de Paris, propriétaire de l'immeuble inoccupé depuis plusieurs années, a ainsi pu récupérer son bien. L'ordre a été maintenu...

Nouvelles du front

MOBILISATION CONTRE LES 15%

Les associations sociales ou humanitaires protestant contre la décision du ministère des Affaires sociales de leur faire financer le service national des objecteurs en 1994 se sont rassemblées à Paris le jeudi 16 décembre 1993 pour examiner la réponse collective qui sera donnée à cette ponction de près de 40 millions de francs sur les fonds associatifs d'organismes comme Emmaüs, Artisans du Monde, les centres sociaux, etc.

Devant le refus de dialogue et la non-consultation du Conseil national de la vie associative (CNVA) — instance chargée auprès du Premier ministre d'émettre des avis sur les questions touchant à la vie associative —, la remise des objecteurs de conscience à disposition du ministère des Affaires sociales — qui sera alors incapable de poursuivre l'organisation de leur service civil — est d'ores et déjà envisagée dans l'attente du remboursement des indemnités dues par l'administration — 200 millions de francs environ.

Les jeunes concernés font partie de ceux qui manifestent leur plus vive préoccupation active pour les maux de notre société. Ils n'accepteront pas que les projets associatifs auxquels ils contribuent dans le domaine de l'actionsociale soient ainsi « taxés » en

raison de leur participation. Ils n'accepteront pas non plus qu'il leur soit proposé des postes administratifs qui viendraient aggraver les restrictions d'offres d'emploi sur le marché du travail. Un représentant du Mouvement des objecteurs de conscience a confirmé cette détermination. Leur activité dans les associations sociales et humanitaires est similaire au bénévolat et ne saurait donc provoquer le moindre prélèvement financier sans aboutir à un profond contre-sens vis-à-vis de l'impôt et des obligations de service national.

Collectif 15%, 16, rue Jean-Giono, 91000 Evry. Tél. : 64.97.83.46.

FORUM CIVIQUE EUROPÉEN

Le Forum civique européen propose en guise d'action contre la guerre en ex-Yougoslavie d'aider à l'accueil et au soutien des déserteurs de ce conflit. Une campagne a été mise en route dans ce sens au travers de comités d'accueil. Elle a été marquée, le 16 janvier, par une manifestation parisienne. Par ailleurs, une pétition circule en vue d'infléchir le refus des gouvernements de venir en aide aux déserteurs. Pour plus de renseignements à propos de cette campagne, contactez le **Forum civique européen, BP 42, 04300 Forcalquier. Tél. : 92.73.05.98** ou en Suisse :

CP 2780, 4002 Bâle. Tél. : 61.44.66.19 ; en Allemagne : Postfach 102, 10122 Berlin (le Forum existe aussi en Autriche, Ukraine et Russie).

COMITÉ LOUIS-LECOIN

Le Comité Louis-Lecoin pour le soutien du Bureau européen de l'Objection de conscience (35, rue Van Elewyck, 1050 Bruxelles, Belgique) s'est constitué le 25 septembre 1993. Ce comité groupe des personnalités et des représentants de diverses associations concernées par l'objection. Il s'agit de grouper les forces des diverses composantes motivées par cette question. Il semblait opportun de créer dans différents pays des relais pour le BEOC. Les priorités que se donne le comité au sein du BEOC sont les suivantes : campagne pour un statut en Grèce ; les statuts dans les pays de l'Est et en Turquie ; introduction du droit à l'objection dans la Convention européenne des droits de l'homme ; mise à jour de la documentation sur la situation dans les pays européens ; contribution au prochain rapport du Parlement européen ; participation au Forum européen de la jeunesse ; internationalisation du service civil des objecteurs.

Comité Louis-Lecoin c/o Citoyens du Monde, 15, Victor-Duruy, 75015 Paris.

Union régionale parisienne de la FA

COURS-CONFÉRENCES-DÉBATS

20 h 30

local « La Rue »

10, rue Robert-Planquette (M° Blanche) 75018 Paris

- Vendredi 4 février 1994 : « Nation, nationalisme à travers le cas yougoslave. Débat sur le concept de nation » ;
- Vendredi 11 février 1994 : « Fédéralisme libertaire contre fédéralisme institutionnel » ;
- Vendredi 18 février 1994 : « Le nouvel ordre moral » ;
- Vendredi 4 mars 1994 : « Comment s'organiser ? Comment lutter contre le capitalisme ? ».

FORUM

Samedi 12 février - 15 h

présentation de l'émission de Radio Libertaire

« ECHOS ET FRÉMISSEMENTS D'IRLANDE »

Librairie du Monde Libertaire

145, rue Amelot (M° Oberkampf) 75011 Paris

PARUTIONS

BROCHURE

Le groupe FA de Nice édite *L'Anarchie* de Sébastien Faure. Prix : 25 F (port compris). Chèque à l'ordre de l'ADCL. A commander à ADCL, BP 171, 06303 Nice cedex 4.

CALENDRIER-ALMANACH... A 7,40 F

Pierre Girod, de la liaison FA de Bellegarde-du-Razès, publie la septième mouture de son traditionnel calendrier-almanach. Trente-six pages de propos pacifistes, libertaires, éspérantistes, écologistes, de morceaux choisis, d'histoires... contre un timbre à 7,40 F. A commander à Pierre Girod, 11240 Bellegarde-du-Razès.

NANTES

« Galères de femmes » de Jean-Michel Carré cinéma Le Concorde jusqu'au 9 février

La surenchère raciste de l'Etat

(suite de la « une »)
ment sur le développement de leur personnalité.

Le fait d'être ainsi niées, humiliées, bafouées, alors que ces personnes sont simplement au monde, comme tout un chacun, est une insulte à la dignité humaine. C'est aussi le meilleur moyen de perpétuer la haine et la peur de l'autre. Par ailleurs, les restrictions et obstacles prévus par la loi font que la nationalité française ne sera pas accordée à ceux qui auront été condamnés à six mois de prison fermes pour certains délits. Ceux-là seront soumis aux nouvelles dispositions concernant le séjour des étrangers en France. En clair, ils seront vivés.

Répression et immigration — Vraiment, il fait fort le « pays des droits de l'homme » ! Impossible de rappeler tout l'arsenal de lois, décrets et circulaires administratives créés depuis 1945 pour « contrôler » l'immigration. Un *Monde libertaire* n'y suffirait pas !

Il paraît que les Français ne sont pas racistes... sans blague ! Comment expliquer que les députés aient durci les textes présentés par le gouvernement lors de la dernière session parlementaire. C'est pour faire plaisir à qui ? C'est pour quand les prochaines élections ? Tout est prévu : la chasse à l'entrée clandestine aux frontières ; les demandes d'asile, la carte de résident de dix ans, les mariages dits « suspects », le regroupement familial

la protection sociale, l'aide sociale, les placements en rétention, les reconduites aux frontières. Rien ne manque. Beaucoup de règles, qui n'étaient qu'administratives, sont devenues des éléments de la loi, ce qui officialise, rend légitime et impose des pratiques jusque-là plus ou moins appliquées selon les régions et les personnels chargés de les mettre en œuvre. Il s'agit bien là d'une attaque en règle et systématique de l'Etat contre les immigré(e)s. Une véritable déclaration de guerre. Même le statut de l'Office français de protection des réfugiés apatrides (OFPRA) a été modifié pour permettre au ministère de l'Intérieur, à la Police de l'air et des frontières (PAF) et aux préfets d'avoir droit de veto sur une demande d'asile politique. Et au vu de la situation internationale, c'est très grave et lourd de menace.

Ce qui est remarquable dans cette politique raciste, c'est ce besoin de se cacher derrière la morale pour justifier les mesures discriminatoires. Par exemple, la polygamie est mise à l'index parce que ces « sournois d'étrangers » ont au moins quinze femmes chacun ! C'est de notoriété publique et indiscutablement immoral, n'est-ce pas ? *Idem* pour les mariages « suspects ». Le mot est lui-même terriblement bien choisi, et laisse sous-entendre tout ce que l'on veut. Mais n'est-ce pas un moyen, un artifice, pour déclarer et affirmer politiquement qu'il est anormal, voire immoral et anti-français d'avoir une ou des liaisons

affectives avec des « étrangers » ? Il y a des maires qui n'ont même pas attendu les décrets d'application de la loi pour refuser leur bénédiction municipale. Ce qui a pour effet de faire monter d'un cran le niveau d'imbécillité des conversations, du style les alliances entre cultures différentes, ça ne marche pas... Que n'a-t-on pas entendu au sujet des allocations familiales qui enrichiraient les immigrés au détriment des Français ! Tous les responsables politiques savent que les immigrés cotisent autant que les autres. C'est encore une fois la veulerie, la démagogie et la bêtise qui les fait caresser dans le sens du poil ceux et celles qui diffusent au FN et ailleurs cette idée nauséabonde comme quoi les étrangers voleraient notre pain. Leur irresponsabilité est immense. Le trou de la

comment, n'importe quand ! Chacun aura compris que la notion d'ordre public, de contrôle préventif, de lieu et de période déterminée, donne carte blanche à la filicaille pour faire ce qu'elle veut. Là encore, il y a un saut qualitatif qui est fait. Les flics ne se sont jamais privés d'abuser de « leurs droits », mais ils sont dorénavant couverts par la loi. Bien entendu, les premiers visés seront forcément les immigrés, puisque, pour un « bon Français », un quidam à la peau bronzée c'est déjà, en soi, une cause de trouble à l'ordre public.

Les classes réactionnaires seules en action — Mais qu'on ne s'y trompe pas, ces lois ont une portée beaucoup plus générale et profonde qu'il peut sembler à certains. Cela marque peut-être un basculement possible de la société française vers des valeurs sociales et politiques réactionnaires, voire fascistes. Ce n'est pas un hasard si l'ensemble de la classe politique les revendique et les assume. L'appareil d'Etat est en train d'harmoniser le droit avec les faits, sous la pression des seules forces sociales en action, les classes réactionnaires, toutes celles et ceux qui se font une gloire d'être français. L'Etat assume et applique ce que l'on nomme la « volonté générale », même si la présence et l'action d'individus comme Pasqua ou Le Pen facilitent les choses. Ils ne sont finalement que des caricatures, que des porte-drapeau de forces sociales qu'il y a urgence à contenir avant de les submerger.

« Que n'a-t-on pas entendu au sujet des allocations familiales qui enrichiraient les immigrés au détriment des Français ! »

Sécurité sociale, ce n'est pas la faute aux immigrés ! Il n'empêche que des fichiers ont été créés pour s'assurer que les étrangers en situation irrégulière ne puissent bénéficier de l'assurance-maladie. L'aide sociale leur est interdite. A l'arrachée, Simone Veil a obtenu le maintien de l'aide médicale hospitalière. Effectivement, cela aurait fait mauvais effet que de les voir crever au coin de la rue. Le Français a sa pudeur. Le Français les enverra crever ailleurs. Chez eux de préférence ! Pasqua s'en occupe, et a pu reprendre l'expression « organismes des charters », sans que cela émeuve beaucoup l'opinion publique médiatisée. Le report *sine die* des « accords de Schengen », véritable planification du flicage à un niveau européen, n'est pas vraiment un handicap, mais seulement une concession conjoncturelle aux tendances nationalistes internes à l'Etat français, sous de faux prétextes de problèmes d'harmonisation informatique. A Lyon, capitale de la chrétienté française, il a même été mis en place une crèche pour les mères et leurs petits enfants « en attente d'expulsion du territoire ». Pour que cela se passe humainement... Cette attention est touchante, non ?

Sécurité — Méhaignerie [le ministre de la Justice], cet abruti de première, ne pouvait pas être en reste. Il a donc contribué à la sécurité des Français en élargissant les possibilités de contrôle d'identité. L'atteinte à l'ordre public, voilà l'ennemi numéro un ! Toute personne suspectée de ce grave délit doit être interceptée immédiatement et ce où que ce soit. Et comme si ce n'était pas suffisant, le Procureur de la République peut décréter des contrôles préventifs, dans des lieux et pour une période déterminée. C'est tout et n'importe quoi, n'importe

Ces forces réactionnaires, nationalistes et fascistes ne sont fortes que de notre désarroi, de notre éclatement, de notre timidité à affirmer un projet social égalitaire et libertaire. Par exemple, il est indéniable que nombre de personnes ont saisi l'opportunité de la manifestation laïque pour affirmer leur ras le bol d'une situation économique et sociale catastrophique. Tous et toutes étaient satisfait(e)s d'être aussi nombreux et nombreuses, et tous les témoignages concordent pour dire que cela avait été pour chacun un plaisir, un encouragement et l'affirmation qu'il y a encore de la ressource pour impulser des dynamiques sociales en dépit des manipulations des appareils politiques. Bien sûr, il y a encore beaucoup de pain sur la planche mais la secousse a été forte, et les pouvoirs de gauche comme de droite l'ont perçue comme telle. D'où les reculades officielles de Balladur et consorts, ainsi que les profils bas du PS et du PCF.

Le 5 février, il y aura des manifestations un peu partout pour dénoncer l'ordre sécuritaire, le contrôle social, le racisme, les lois anti-immigré(e)s, l'antisémitisme et le nationalisme.

Les anarchistes seront présents, en nombre, pour affirmer le droit qu'a chaque individu d'être et de faire ce que bon lui semble, en dépit des patries et des frontières qu'on tente de lui imposer !

Bernard
(gr. Déjacque - Lyon)

RENDEZ-VOUS

ANGERS

Une liaison FA s'est constituée sur Angers, pour la contacter, écrivez aux Relations intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

BOURGES

Une liaison FA s'est constituée sur Bourges, pour la contacter, écrivez aux Relations intérieures.

FOIX

La FA de l'Ariège vend le *Monde libertaire* chaque premier et troisième lundis du mois, entre 10 h et 11 h 30/12h, sur le Champ de Mars où se déroule le marché de Foix.

Liaison FA, 2, rue Georges-Bordas, 09000 Foix.

LILLE

Le groupe Humeurs Noires organise une conférence-débat, en collaboration avec le Comité France-Amérique-Latine et le CCL Benoit-Brontchour, le lundi 7 février à 20 h 30 à la mairie annexe du Vieux-Lille.

LILLE

Le groupe Humeurs Noires organise entre le 1^{er} et le 15 avril 1994 un festival « Art et anarchie » (deuxième du genre) sur la métropole lilloise. Ça vous dit ? Vous voulez en savoir plus ? Vous voulez nous donner des sous ? Vous n'êtes pas ravis par cette nouvelle ? Dites-le nous, en écrivant à Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

Si vous tenez vraiment à nous envoyer un chèque, mettez-le à l'ordre de l'ALDIR. Merci et à bientôt.

NANTES

Le groupe FA Milly-Witkop communique : « Samedi 5 février, journée de réflexion et d'information sur la prison au « Local », 16, rue Sanlecque (quartier Chaussée de la Madeleine) à Nantes. Cette journée s'articule ainsi :

— 15 h - 18 h : exposition d'Atlas et dédicaces de ses livres par Jacques Lesage de la Haye ;
— 20 h 30 : réunion publique sur la « prison aujourd'hui... et demain ? », avec Jacques Lesage de la Haye, Nicole Fontan et Patrick Marest de l'émission « Ras les murs » (Radio Libertaire).

ROUEN

Vous êtes invités à une réunion organisée par le groupe de Rouen sur le thème suivant : « Quel ordre, quelle morale ? », animée par Jacques Lesage de la Haye, auteur de *La Guillotine du sexe*, et par un militant d'Act up, le samedi 12 février à 14 h 30 à la Halle aux Toiles de Rouen.

SAINT-NAZAIRE

Le groupe libertaire Fernand-Pelloutier se réunira le mardi 8 février (salle A) et le mardi 22 février (salle C) à 20 h 30 à la Maison du Peuple, place Salvador-Allende. A l'ordre du jour de ces réunions : « laïcité et pédagogies alternatives » et l'« implantation anarcho-syndicaliste locale ».
Groupe libertaire Fernand-Pelloutier c/o « Les Amis de Fernand-Pelloutier », Maison du Peuple, place Salvador-Allende, 44600 Saint-Nazaire.

SAINT-ETIENNE

Le groupe Nestor-Makhno organise une réunion-débat le mardi 8 février à 20 h à la Bourse du Travail (cours Victor-Hugo) sur les « principes de l'anarchisme ». Le débat sera introduit par David et Paul du groupe Cronstadt de Lyon.

LIMOGES

Pasqua indésirable !

Judi 20 janvier, programme chargé pour Charles Pasqua à Limoges : présentant le matin sa politique d'aménagement du territoire auprès des pontes locaux, il devait animer une conférence à la faculté sur invitation d'une association d'étudiants de droite.

A l'appel d'une quinzaine d'organisations, environ 200 personnes se rassemblèrent le matin devant la préfecture, fustigeant la politique raciste et sécuritaire de Pasqua. Parmi les manifestants, une partie des 700 licenciés de Vet'France est là pour demander des comptes.

Dans le cadre de cette manifestation, Convergence libertaire et le SCALP se sont mobilisés en diffusant plus de 10 000 tracts sur les facultés, les lycées et plusieurs quartiers de Limoges.

L'après-midi, une partie des manifestants rejoint les étudiants à la faculté de Droit/Lettres où un second rassemblement est prévu à l'appel de l'AGEL-UNEF et du SCALP, avec pour mot d'ordre « Pasqua hors de la fac ! ».

Dès le début, le ton est donné : 300 personnes bloquent les issues de l'amphithéâtre où Pasqua doit tenir une conférence. Frictions avec le service d'ordre, jets de boules pointues... la faculté est en ébullition, recouverte d'affiches et de pancartes dénonçant notamment les meurtres sécuritaires de ces dernières années.

Malgré la présence de plusieurs dizaines de barbouzes, la détermination des manifestants (alarme incendie déclenchée, électricité coupée...) est venue à bout de la « terreur des terroristes » : Pasqua n'a pas mis les pieds à la faculté et s'est défilé. No « Pasquaran » !

Convergence libertaire/SCALP

N.B. : Convergence libertaire/SCALP, BP 135, 87004 Limoges cedex.

CHÔMAGE ET PRÉCARITÉ

Pour l'abolition du salariat

NE PRENONS PAS nos exploités et nos politiciens pour des cons... A travers le grand tapage médiatico-idéologique autour du chômage, de la précarité, de l'exclusion, il y a, entre autres choses, la volonté des dirigeants et « responsables » politiques de gérer la crise sociale. Jusqu'ici, ils pouvaient se contenter de temporiser en répétant inlassablement que nous ne tarderions pas à observer la « reprise ». Mais lorsque l'austérité imposée par le capital entame sa deuxième décennie, les « promesses » deviennent forcément de moins en moins téméraires. Aujourd'hui, les politiciens ne prétendent plus que la solution se trouve dans des politiques macro-économiques (telle la relance par la consommation des socialistes au début des années 80) et ils se plaisent tous à dire « qu'il n'y a pas de recettes miracles », que des sacrifices sont nécessaires ! Dernièrement, Balladur révisait à la baisse ses prévisions d'amélioration », et on nous annonçait que 1994 serait pire que 1993... sans blague ?

Si le thème éculé de la « sortie du tunnel » ne suffit plus à endormir l'opinion, le pouvoir est loin de se trouver démuné, ayant d'autres tours dans son sac !

S'il est évident que du mécontentement premier émergent toujours des revendications collectives qui traduisent des aspirations populaires profondes, les dirigeants savent aussi fort bien quel intérêt ils ont à anticiper et à dénaturer ces aspirations et ces revendications. Ils s'attelleront, en les accommodant à leur sauce, à les rendre insipides pour neutraliser leurs teneurs potentiellement subversives, tout en les utilisant pour « habiller » et faire accepter les restructurations exigées par la gestion capitaliste.

C'est dans cette stratégie que la réduction du temps de travail, revendication historique du mouvement ouvrier, sera métamorphosée en « partage du travail ».

De la réduction du temps de travail au partage de la misère — Mis sur le tapis par la gauche lors des dernières législatures, il ne fallut pas longtemps pour constater que ce partage du travail se traduisait par un chantage pur et simple à l'encontre des salariés, et aboutissait au partage de la misère. Dans de nombreuses entreprises, on assiste à un *forcing* pour imposer des réduc-

tions de salaires (sous les menaces de licenciements) et une flexibilité toujours plus grande...

L'objectif de la flexibilité — Depuis vingt ans, en fonction d'un marché soumis à des fluctuations et à une concurrence accrues, la flexibilité est devenue un enjeu majeur pour le patronat. Par conséquent, il est hors de question pour lui d'accepter une réduction généralisée et rigide du temps de travail ; comme le dit l'un d'eux, dans la revue *Partenaire*, « il faut transgresser la sacro-sainte rigidité des huit heures par jour, trente-neuf heures par semaine ». Il en découle qu'aucun gouvernement, de droite ou de gauche, ne peut envisager de dicter aux patrons une loi-cadre sur la réduction du temps de travail. Après l'épisode des trente-neuf heures (trente-neuf heures suivies d'aucun effet et généralement compensées par des heures supplémentaires), ce n'est pas un hasard si la gauche s'est bien gardé de relancer le débat tant qu'elle était aux affaires. On ne passe pas outre aux impératifs du système que l'on est chargé de gérer politiquement.

Mais avec plus de trois millions de chômeurs officiels, la question de l'organisation du travail devait inévitablement être posée d'une manière ou d'une autre. Dans ce contexte, le problème du pouvoir est de parvenir à cadrer le « débat » pour prévenir toute dérive susceptible de mettre en danger l'ordre capitaliste, bref pour tenter de couper l'herbe sous le pied aux mouvements revendicatifs et contestataires, actuels ou à venir.

Des discours manipulateurs autour de l'organisation du travail... à droite — Nous avons pu voir des éléments de droite développer des discours de plus en plus « sociaux ». A titre d'exemple, si le Centre des jeunes dirigeants (CDJ) souscrit à l'idée de l'annualisation du temps de travail dans le strict cadre des trente-neuf heures (ce qui veut dire plus de flexibilité mais pas de réduction), il se sent aussi obligé de philosopher sur une « nouvelle liberté de l'individu ». Comme celui-ci aurait plus de temps libre, il faut donc se pencher, nous disent-ils sur ce que devrait être « un nouveau rapport au travail ». C'est tout juste s'ils ne reprennent pas le fameux « ne pas perdre sa vie à la gagner » ! Voilà des paroles qui dans la bouche de jeunes patrons dynamiques sonnent bien étrangement !

Côté RPR et UDF, on pouvait noter de nombreuses dissonances. Si Alain Madelin dénonçait « les vieilles lunes socialistes », si Giscard et Sarkozy affirmaient que les trente-deux heures ne créeraient pas d'emplois

(en cela ils n'ont sûrement pas tort !), Méhaignier déclarait « plutôt que de licencier, passons à trente-deux heures payées à 90% ». Pour Séguin, la semaine de quatre jours, « dans certains secteurs », ne devait pas être considérée a priori « comme une utopie » si elle était associée d'une « réorganisation du travail permettant d'améliorer la rentabilité du capital ».

Quant au sieur Balladur, il déclara être favorable à une réduction du temps de travail (RTT), avec diminution de salaire. Le plan quinquennal incluait alors une « nouvelle organisation du travail », une réduction de sa durée, dans le cadre de l'annualisation de celui-ci.

Ainsi, la droite acceptait, impulsait même le débat, et le gouvernement put alimenter la stérile polémique sur les trente-deux heures et la « semaine de quatre jours »... pour l'enterrer moins d'un mois plus tard en rayant du texte la référence aux trente-deux heures ; référence qui n'y avait effectivement pas sa place, l'objectif étant de conférer aux patrons toute latitude en la matière !

Toutes ces manœuvres, nous l'avons dit, ne sont pas innocentes. Comme l'exprimait si bien le PDG de Lafuma, il s'agit de nous « habituer à la flexibilité des horaires et des salaires ». Pour cela, toutes les singeries sont bonnes et l'on voit des parlementaires feindre une « répulsion » pour des mesures trop « autoritaires » ou trop « dirigistes » (style, on voudrait bien faire quelque chose, mais...). En fin de compte, rien de tel qu'un déluge médiatique pour saouler le « citoyen » en le perdant dans les méandres des petites phrases, des oppositions réelles ou feintes. Rien de tel que de prétendre avoir posé la question générale de l'organisation du travail pour pouvoir dire ensuite : vous voyez bien que nous n'avons pas manqué d'y réfléchir, mais que le problème n'est pas si simple, et pour faire avaler au bon peuple des mesures bidon (emplois de proximité, tickets-services, petits boulots payés à coups de lance-pierre, relance de l'apprentissage...), et de véritables cadeaux au patronat ! Il faut le faire, non ?

Des discours manipulateurs autour de l'organisation du travail... à gauche — De nouveau dans l'opposition, la gauche a les coupées franches pour nous ressortir la vieille illusion d'une politique gouvernementale qui pourrait être « plus juste ». Et la nébuleuse de gauche ne se prive pas de faire de l'esbroufe autour de la question : Fabius estimait, en septembre 1993, que la semaine de quatre jours « [devait] devenir un objectif central

de mobilisation » ; Mitterrand rentre dans la bataille en déclarant sa « sympathie pour les quatre jours » ; Rocard affirme la nécessité d'un partage du travail, avec réduction « raisonnable » des salaires, et préconise des « négociations branche par branche ».

Côté syndicats, la CGT veut mobiliser « pour l'emploi », et ressasse le vieux « produisons français », récupéré d'ailleurs par l'ensemble de la classe politique et sujet d'une récente publicité. La CFDT (la voix de son maître PS), appelle à une « réduction massive » du temps de travail. Par ailleurs, ce syndicat tente en ce moment d'impulser un « mouvement » pour l'abolition du chômage, c'est l'initiative de « AC » !.

L'abolition du chômage ? On abolit des causes pas des effets !

— L'abolition du chômage, ce serait presque à en rester sans voix ! Avec une telle revendication, aussi insipide, nous voilà bien avancés ! Quoi de plus racoleur, minimaliste et misérable qu'une telle formule ?

Pour notre part, nous savons ce que signifie ou ce que peut signifier l'abolition du salariat, en pratiquant celle de la propriété privée des moyens de production ou l'abolition de l'Etat, mais il est, à nos yeux, parfaitement ridicule de prétendre abolir des effets d'un système social, politique et économique avant même de critiquer et de condamner celui-ci. On abolit des causes pas des effets ! Pour pousser leur logique de l'absurde jusqu'au bout (ou presque), il ne reste plus qu'à exiger une police sans bavures, des guerres sans tueries ou sans viols ou l'abolition de l'hiver pour que les SDF ne crèvent plus de froid !

En conclusion, les anarchistes que nous sommes peuvent avancer un certain nombre de critiques salutaires — Aborder le problème du chômage et de la précarité sans dénoncer celui de l'exploitation capitaliste, de la propriété et du salariat ne peut que servir la bourgeoisie.

Réclamer que les capitalistes fabriquent des produits bien de chez nous relève du gag : on sait que l'économie est mondiale et qu'aucun produit de grande distribution n'est réalisé au niveau d'un « nation ». Cette idée qui draine un nationalisme pur et dur ne pourra que générer le racisme et la guerre contre les « autres », les « étrangers ».

Vouloir « mobiliser les chômeurs », les organiser « contre le chômage » et par conséquent « pour l'emploi » n'est pas mieux. C'est une stratégie qui comporte un indéniable risque de dérive réactionnaire. Il n'est qu'à

voir le contenu de journaux comme *Macadam* ou *Réverbère* dans lesquels la collaboration de classes est chose naturelle. D'un article misérabiliste sur les SDF, on passe allégrement à l'interview d'un patron sur l'air de qu'« est-ce qu'on ferait, nous les pauvres, s'il n'y avait pas les riches pour nous nourrir » !

On ne peut présenter le chômage comme le « pire de tous les maux », sans faire parfaitement le jeu des patrons pour qui le salarié « bien heureux d'avoir un emploi » doit tout accepter.

Quant à la pratique, nous affirmons pour notre part que des initiatives comme « AC » (et son abolition du chômage) sont des impasses. A notre avis, s'investir dans un mouvement qui démarre sur des bases aussi faussées ne peut que faire penser aux gauchistes adhérent à SOS-Racisme « pour écrouler la direction réformiste de l'intérieur » (!) ou à la foireuse lutte pour un revenu garanti égal au SMIC. Autrement dit, il nous semble fort difficile de voir, dans des pratiques aussi démagogiques, des « revendications » de rupture ou une possibilité de radicalisation. Quand on commence par dire qu'il ne faut surtout pas faire de révolution, quand on met l'accent sur la nécessité d'une loi-cadre (dont nous n'avons rien à faire), on prépare forcément les futures démobilitations et désillusions de ceux et celles qui seront tombé(e)s dans le panneau du réformisme. Anarchistes, nous avons d'autres choses à faire.

S'il faut nous montrer solidaires des résistances des salariés contre les licenciements, les diminutions de salaires, la flexibilité des horaires, la dégradation des conditions de travail et de sécurité, ce n'est pas en cautionnant le bluff que constitue l'organisation des chômeurs que nous progresserons vers la révolution sociale. Martine Aubry (PS) qui vient de proposer leur représentation institutionnelle l'a compris !

Par contre, si l'idée révolutionnaire et les critiques que nous venons d'exposer émergent dans la société (et on peut y contribuer), alors peut-être pourrions-nous voir un mouvement social, avec d'autres organisations, collectifs, coordinations se créer, intervenir sur le terrain du quotidien (saisies, expulsions...), pratiquer un syndicalisme différent dans l'entreprise, sans faire de malsaine coupure entre le salarié et le chômeur, être réellement politique dans le bon sens du terme et en finir avec la gestion de la merde à laquelle s'attachent les associations caritatives et intermédiaires.

Régis
(gr. Cronstadt - Lyon)

Pour
« le Monde libertaire »,
un soutien efficace :
l'abonnement !

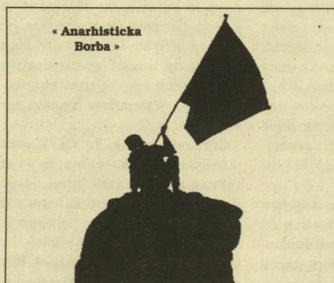
SERBIE

Sous la férule des tyrans la situation économique du peuple s'aggrave

On a de nouveau voté en Serbie, le 19 décembre dernier (les élections législatives précédentes avaient eu lieu en décembre 1990 et 1992), après la dissolution du parlement par Slobodan Milosevic. Le président de la Serbie souhaitait ainsi mettre un terme à l'obstruction du travail parlementaire par ses anciens alliés d'extrême droite, les députés du Parti radical serbe, dirigé par l'abject Vojislav Seselj.

Le Parti socialiste serbe (ex-PC) a une nouvelle fois « remporté » les élections en obtenant 123 des 250 sièges (soit 49,2%). Mais en réalité, ce parti est minoritaire car uniquement 22,4% de l'électorat s'est prononcé pour lui. C'est donc une minorité politique qui va décider du sort de millions d'individus, on reconnaît là la perversion de la démocratie représentative. Le Mouvement démocratique de Serbie (Depos, regroupant le Mouvement serbe du renouveau de Vuk Draskovic, l'Alliance civique...) constitue la seconde force politique avec 45 sièges. Le Parti radical serbe est le grand perdant de ce scrutin, puisqu'il a perdu 34 sièges, et en totalise à présent 39 ; mais il demeure un parti armé. En outre, il faut souligner que 38,6% des électeurs ne se sont pas déplacés aux urnes.

La grande majorité de la population (85%) est plus préoccupée par des questions existentielles quotidiennes que par des questions électorales. En 1993, l'inflation a atteint des chiffres record, un taux de 116 billions%, soit une inflation



mensuelle de 600 000%. La production nationale a chuté de 30% par rapport à l'année 1992 et atteint désormais le niveau national de 1966. La valeur des salaires a baissé de 61% en l'espace d'un an (1). La Serbie et le Monténégro comptent environ 760 000 chômeurs et 700 000 travailleurs sont au chômage technique sur une population active de quatre millions de personnes. Ils doivent par ailleurs supporter le poids de près de 600 000 réfugiés (2). L'économie est en pleine déroute, le pouvoir nationaliste en a rendu responsable la communauté internationale et plus particulièrement l'embargo des Nations unies. En fait, il s'agit d'un bon alibi pour masquer ses faiblesses et son incapacité à organiser de meilleures conditions de vie. La constitution de la Grande Serbie a un coût, et ce coût, c'est la population qui le paie et certainement pas les dirigeants du pays, ses idéologues et ses propagandistes, les profiteurs de guerre et les trafiquants en tout genre.

Cependant, la population a-t-elle agi pour sortir de son état de servitude et protester contre la paupérisation totale de la société ? Pas de traces d'insoumission et de désobéissance en Serbie en 1993 (3).

L'année 1994 a commencé différemment. Par de nombreuses grèves et protestations qui demeurent partielles et catégorielles. Les mineurs de Kolubara (17 000 environ) ont décidé d'arrêter le travail parce que leurs derniers salaires n'avaient pas été réglés et étaient trop bas. Cette protestation a éclaté en écho à la proclamation de la grève générale par le comité de grève de la compagnie d'électricité. Ces différents mouvements ont provoqué des restrictions dans la consommation de courant (nombreuses coupures, notamment à Belgrade). La liste des entreprises dont les salariés réclament des augmentations de salaire et leur paiement en devises fortes s'est allongée (mineurs de Resavica, ouvriers de l'industrie du cuivre à Uzice, employés des hôpitaux, enseignants...). Le mouvement dans les hôpitaux a commencé dans la banlieue de Belgrade à Zemun (1 000 employés) et s'est élargi à de nombreux centres hospitaliers. Les médecins et les infirmières, qui n'ont pas été payés depuis deux mois, ont réclamé un salaire de 100 marks (le salaire moyen en Serbie

est inférieur à 10 DM), ainsi qu'une amélioration de leurs conditions de travail. Le comité de grève s'est déclaré satisfait des négociations avec le gouvernement : un million de dollars sera alloué au système de santé, notamment pour l'achat de médicaments, et les salaires seront réglés avant la fin du mois. Ces promesses seront-elles tenues ? la base ne semble pas y croire et certains désirent poursuivre leur mouvement revendicatif jusqu'au bout.

Ces divers mouvements de grève n'ont pas remis en cause les facteurs qui ont amené à cette situation de misère : projet nationaliste fou, guerre... L'armée, quant à elle, lors de manœuvres récentes, s'est déclarée prête à défendre l'ordre constitutionnel contre les « ennemis intérieurs ». Les craintes de voir s'établir une dictature militaire sont réelles. La police, en tout cas, a commencé sa chasse parmi les mineurs de Kolubara afin de démasquer les « saboteurs ». Espérons que le nombre de ces derniers augmente, que les consciences s'éveillent et qu'un terme soit mis à cet état de « servitude volontaire » qui prédomine dans la population.

Ivan Tomic

(1) Données du Bureau fédéral des statistiques.

(2) *Politika* du 20 janvier 1994.

(3) Par rapport à l'année 1992 où des phénomènes de désertion s'étaient produits et où de nombreuses manifestations avaient eu lieu (cf. ML n° 854 du 16 janvier 1992, entre autres.)

ESPAGNE

Saragosse antifasciste reprend la rue à l'extrême droite — Le 20 novembre 1992, la Maison de la Paix de Saragosse (squatt anarchiste) était attaqué par 300 fascistes.

Face à l'éventualité d'une nouvelle attaque le 20 novembre 1993 (date anniversaire de la mort de Franco), les libertaires ont décidé de prendre les devants pour appeler à une manifestation antifasciste et antiraciste.

Ce sont treize organisations et collectifs divers (dont la CNT, les Jeunesses libertaires, l'athénée libertaire, les antifascistes du SHARP, les collectifs antimilitaristes...) qui se sont retrouvés dans la rue avec un millier de manifestants. Absents remarqués : toute la gauche, si peu solidaire et très apeurée, craignant les provocations (SOS-Racisme, le syndicat UGT et autres partis politiques...). Ces gens-là croient que le racisme se combat à travers les médias en dénonçant les agressions fascistes. Mais à quoi cela sert-il sans réponses dans la rue et sans autodéfense face aux agressions multiples ? Il importe peu aux nazis que les médias les molestent ; pire, cela les renforce. Ce qu'ils aiment, justement, c'est se croire maîtres de la rue, faire peur aux passants et apparaître comme des « mauvais gars ».

A Saragosse, grâce au travail des groupes antifascistes et des centaines de jeunes qui les soutiennent, les fascistes ont presque disparu de nos rues. La meilleure démonstration de cela, c'est que les fascistes n'ont plus osé attaquer la Maison de la Paix depuis l'an dernier, et qu'ils n'ont pas approché notre manifestation du 20 novembre.

A dater de cette année, le 20 novembre à Saragosse, sera fêté comme un jour de lutte antifasciste. « La seule manière de nous arrêter pour nos ennemis aurait été de nous empêcher dès le premier jour d'occuper et de rester maîtres de la rue » (Adolphe Hitler).

Information extraite d'*El Acrator* n° 34, décembre 1993 (Saragosse)

Information extraite d'*El Acrator* n° 34, décembre 1993 (Saragosse)

TURQUIE

Le prix d'un hélicoptère français : des milliers de vies kurdes !

La raison d'Etat a des raisons que la raison ignore. Il en est ainsi des ventes d'armes, secteur protégé par excellence, qui n'apparaissent dans les « comptes de la nation » — la balance commerciale — que sous un chiffre global dont on se garde bien de donner le détail. Il est pourtant des détails qui choquent, comme cette interview de PDG de la firme Eurocopter, Jean-François Bigay, donnée au quotidien turc *Milliyet* le 8 décembre dernier au lendemain de l'interdiction en France du PKK. Ainsi peut-on y lire que « M. Jean-François Bigay [...] a déclaré qu'il souhaitait vendre au

total 75 hélicoptères à la Turquie [...] pour un montant de 253 millions de dollars US [soit 1,4 milliard de francs]. Au lendemain de l'interdiction du PKK en France, les firmes françaises [...] veulent profiter au maximum de ce climat de confiance entre les deux pays. » En bon commerçant, M. Bigay a également précisé que « les hélicoptères Super Puma-Cougar [...] étaient utilisés avec beaucoup d'efficacité par de nombreux pays aussi bien dans les guerres conventionnelles que dans la lutte contre les mouvements de guérilla. [...] Si nous parvenons à un accord de coproduction avec la

Turquie, cela pourrait nous permettre de gagner également les marchés des républiques turques (d'ex-Urss). » Intéressante précision de celle de ce journal turc : « Tenant à préciser que la vente d'hélicoptères de combat se faisait après autorisation du gouvernement et du parlement français, et qu'il en était de même pour cette vente à la Turquie, M. Bigay a déclaré que l'armée turque utilisait généralement du matériel américain et qu'elle avait décidé cette fois-ci d'acheter des hélicoptères français ».

Quant à savoir à quoi servaient ces hélicoptères, il affirme tout de

même : « A partir du moment où ils seront livrés, ces hélicoptères appartiendront à la Turquie. Ce n'est pas à nous de nous occuper de la façon dont ils seront utilisés, ni de restreindre leur champ d'utilisation ». Evidemment non, il s'agit de les vendre prêts à l'emploi !

Cette traduction de *Milliyet* est actuellement diffusée par un collectif d'associations (1) dans le cadre d'une campagne en faveur des Kurdes. Entre autres revendications, il exige benoîtement du gouvernement français que soit imposée à la Turquie une cse de non-utilisation de ces hélicoptères contre des

populations civiles. Comme si des armes, c'était fait pour être vendues et rester dans des placards... Non aux ventes d'armes, reconversion de l'industrie de l'armement !

Bertrand Dekoninck,
(gr. Louise-Michel - Paris)

(1) Terre des Hommes, Peuples solidaires, Maison du Monde, la F.I.D.H., Agir ensemble pour les Droits de l'Homme, Agir ici, la Cimade, Comité national Solidarité aux Kurdes et... France-Liberté, l'association présidée par Danièle Mitterrand. Vous pouvez vous procurer un document de 8 pages avec des cartes postales pour cette campagne auprès d'Agir ici, 14, passage Dubail, 75010 Paris.

« LES ACTEURS A L'ÉCRAN »
 festival cinématographique
 jusqu'au 13 février
 à l'Écran Saint-Denis
SAINT-DENIS
 (Renseignements
 au : 49.33.63.97)
 Jeudi 3 février
 dans le cadre du festival
 sont proposées
 des projections
 de courts métrages

« SIGNES ET LANGAGES »
 exposition
 d'ANDRÉ ROBÈR
 (compagnon du groupe
 « anartistique » La Vache Folle)
 du 4 au 11 février
 à l'Atelier « Le Fanal »
 74, boulevard
 des Capucines
 13008 Marseille
 ...

EN PASSANT PAR LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

A propos d'« Art et Anarchie »

J'étais tombé un jour sur une phrase d'un philosophe/philologue allemand du début du XIX^e siècle, Guillaume de Humboldt, sur l'harmonie des sociétés humaines et l'épanouissement personnel des individus : « *Tous, paysans et ouvriers deviendraient des "artistes", c'est-à-dire des hommes qui aimeraient leur industrie pour elle-même, qui l'amélioreraient par une direction et un génie à eux propres, qui par là-même cultiveraient leurs forces intellectuelles, anobliraient leur caractère, élèveraient leurs jouissances.* »

Et en feuilletant dans les bouquins de la librairie du Monde Libertaire, au 145 de la rue Amelot, je suis tombé sur un ouvrage intitulé *Art et Anarchie* (actes d'un colloque de 1992). Allez-y... Vous pouvez déguster...

« *L'art, c'est la vie* », disait le géographe Elisée Reclus. Ce savant voyait aussi dans l'anarchie « *la plus belle expression de l'ordre* », non pas de l'ordre autoritaire fondé sur la consécration et la conservation d'un « désordre » établi et inégalitaire, mais sur l'harmonie et la justice. « *L'impression de la beauté précède le sens du classement et de l'ordre. L'art vient avant la science* », ajoutait-il.

En ces temps de déliquescence des civilisations et des idéologies bâties sur la loi du plus compétitif, sur la guerre économique ou armée, sur des « absolus » religieux, nationalistes, étatiques, « épurateurs » des individus, de leur cerveau, de leur sensibilité, de leurs idéaux simplement « humains », il n'est pas inutile, comme on dit, de se « ressourcer ».

C'est un bain de jouvence... On y découvre dix-sept contributions personnelles que je ne peux citer, ici,

toutes dans le détail. Des artistes y racontent leur travail, leurs joies et leurs peines. Des critiques, des penseurs anarchistes s'y expriment sur ce thème... Dessins et photos, notamment inspirés par Léo Ferré, l'illustrent.

La volonté d'agir est indissociable de « *la culture de soi-même* », disait Fernand Pelloutier aux débuts du syndicalisme, en fondant et animant les premières Bourses du Travail.

« *Se cultiver soi-même* », c'est exercer sa sensibilité comme on entraîne sa mémoire, c'est aiguïser son sens critique et sa capacité de jugement autonome.

C'est un voyage contre les idées reçues, une révolte vivifiante, qu'on nous propose, avec Dada, le surréalisme, les peintres et dessinateurs 1900, Pissarro, Signac, Fénéon et bien d'autres.

C'est une réflexion sur l'Art d'aujourd'hui, gelée royale, « mise en mal-aise » d'une société en détresse. C'est aussi le lien étroit entre art et philosophie, entre l'esthétique et la lutte pour l'harmonie sociale, illustré par la relation Courbet/Proudhon : « *Nous faisons ensemble une œuvre importante qui rattache mon art à sa philosophie et son œuvre à la mienne* » (Courbet).

La lecture de cet ouvrage ne peut manquer de nous inciter à reprendre, à la mesure de nos forces, ce « flambeau »...

Archibald Zurvan

N.B. : *Art et Anarchie* est en vente au prix de 130 F (port non compris) à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris et à DCC, 3, place de l'Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire.

CATHERINE RIBEIRO
 4 & 5 février - 22h



Dissidente dans un métier souvent docile, porte parole de l'utopie de 68, défricheuse musicale avec le groupe Alpes, Catherine Ribeiro, 15 albums à son actif, reste un des personnages les plus intéressants de la chanson. Cette grande voix pleine d'ombre et de lumière, ce tempérament passionné, qui se sort avec brio de ce parcours balisé par les plus grands en apportent la preuve. Catherine Ribeiro était déjà sur la scène du Passage du Nord Ouest à l'occasion de la soirée Radio Libertaire en Octobre 93. Elle y revient pour 2 concerts exceptionnels.

PASSAGE DU NORD-OUEST
 13 RUE DU FAUBOURG MONTMARTRE - PARIS 9^{ème} 47.70.81.47

BANDE DESSINÉE

« 1914 - 1918

c'était la guerre des tranchées »

Tardi - éditions Casterman

A L'HEURE du vingt-et-unième salon de la bande dessinée d'Angoulême, cette grande messe annuelle du business des p'tits Mickey, on peut légitimement se poser la question : la BD a-t-elle encore quelque chose à dire ? Entre les bastons débiles de Rambo intergalactiques, les « zaventuriers » qui se suivent et se ressemblent et les accouplements frileux (normal, sur papier glacé !) de la BD « érotique », chiantie à pleurer, c'est plutôt mal barré.

Et voilà que Tardi publie un pavé de 126 pages sur la guerre de 14-18, et c'est la claque dans la gueule à chaque planche ! Les obus qui explosent, hachant les copains sous tes yeux ; la terreur de sentir la ferraille en fusion déchirer ta peau ; la vermine qui te grouille sur tout le corps ; l'odeur écœurante des cadavres en décomposition se mêlant à la boue dans laquelle tu rampes en pensant très fort à ta femme ou à tes gosses ; les rats qui te filent entre les jambes pendant que tu essaies de te réchauffer avec une soupe infecte et froide. Voilà l'ambiance dans laquelle te plonge

la lecture de cet album. L'horreur absolue de la guerre, de toutes les guerres... Tardi a choisi la Grande Guerre, comme il est de coutume de l'appeler, mais c'est sa haine et son dégoût de toutes les boucheries kakies qu'il exprime là-dedans. Ses personnages pourraient tout aussi bien être Allemands, embourbés devant Stalingrad, *marines* piégés dans les rizières vietnamiennes, Soviétiques dans les montagnes afghanes... tous ces acteurs involontaires d'une farce sanglante mise en scène par les bandits fauteurs de guerres, qui n'en meurent jamais, comme dit la chanson.

Il les a voulu petits français, partis en 1914 la fleur au fusil couper les moustaches du *kaiser* et englués dans un conflit qui n'en finit plus.

Refusant de dessiner une « *histoire de la guerre 14-18 en BD* », Tardi préfère nous raconter des anecdotes du front, des souvenirs glanés auprès d'anciens combattants ou de son grand-père, des petites histoires de la grande... Celle de ce soldat qui utilise la

confusion générale pour flinguer quelques gendarmes au passage, histoire de venger ses potes abattus parce qu'ils ne voulaient pas « y aller » ; celle de ce soldat ne parlant que le corse, fusillé parce qu'il n'a pas compris un ordre ; cette brève fraternisation entre un Français et un Allemand, vaine tentative pulvérisée aussitôt par la guerre. Il n'oublie pas les Arabes, les Africains, les Asiatiques embarqués de force dans la tuerie générale et « *morts pour la France* », cette France qu'ils combattront plus tard pour retrouver leur liberté.

Au détour des pages, des livres, des films reviennent en mémoire : *Le Voyage au bout de la nuit*, *Le Feu*, *Les Sentiers de la gloire*, *Les Hommes contre Johnny got his gun*, *La Peur*...

Si tu hésites encore à partir pour le service militaire, plonge-toi dans ce livre... tu verras, ça aide à choisir son camp.

Gil

N.B. : en vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 99 F (port non compris).

Associations

LYON : DÉBAT A LA LIBRAIRIE LA GRYFFE
 Samedi 5 février à 15 h : « *Excision et polygamie* », débat animé par une militante du GAMS.
 La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe (M^o Saxe-Gambetta), 69007 Lyon. Tél. : 78.61.02.25.

PARIS : DÉBAT DE L'UNION DES ANARCHISTES
 L'Union régionale parisienne de l'Union des anarchistes vous invite à assister à un débat sur le thème du « *désarmement unilatéral* », lundi 7 février à 19 h 30, au 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (M^o Luxembourg), 75005 Paris.

AIX-EN-PROVENCE : GALETTE FRATERNELLE ET LAÏQUE
 Le groupe Francisco-Ferrer de la Libre Pensée aixoise vous invite à une « *galette fraternelle et laïque* » le samedi 12 février à 15 h à Aix Association, salle 329, immeuble Le Ligourès, quartier d'Encagnane, 13090 Aix-en-Provence. Tél. : 42.24.05.53 (pour réservations). A l'occasion de cette galette, un libre penseur parlera des atteintes portées à la laïcité et Jean-Marie Joffre, représentant de la Fédération des Cercles de défense laïque traitera le sujet : « *Pourquoi un front laïque et républicain ?* ».

LILLE : PROJECTION AU CCL BENOÎT-BROUTCHOUX
 Le Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux vous invite le samedi 12 février à 14 h précises à la projection gratuite du film de Bernard Baissat, *Aux quatre coins du Canard*, contant l'histoire du *Canard enchaîné*, fondé en 1915 par les anarchistes Jeanne et Maurice Maréchal. La projection sera suivie à 17 h d'un débat sur les médias, « *Information et démocratie* », en compagnie de journalistes régionaux.
 CCL Benoît-Brouchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (métro Fives) à Lille. Tél. : 20.47.62.65.

VALLÉE D'ASPE : MANIFESTATION ET PROCÈS
 Une manifestation est prévue sur le site du tunnel du Somport le dimanche 13 février. Pour l'hébergement, se renseigner au 59.34.53.17.

Par ailleurs, le jeudi 17 février à 14 h, trois militants anti-tunnel passeront en procès devant le tribunal de Pau. Venez nombreux les soutenir.

CLERMONT-FERRAND : SOIRÉE-CONFÉRENCE DE L'ACTION COMMUNISTE LIBERTAIRE
 Soirée-conférence sur l'objection de conscience et l'insoumission le lundi 14 février à 20 h 30 au 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

QUIMPERLÉ : VIDÉO-DÉBAT SUR L'ANARCHISME
 Le groupe libertaire Francisco-Ferrer du pays lorienais organise le mardi 15 février à partir de 20 h 30 une vidéo-débat sur le thème suivant : « *Quest-ce que l'anarchisme ?* » au Centre Coat-Ker de Quimperlé.
 Pour tout contact : Groupe libertaire Francisco-Ferrer, cité Allende, boîte n° 19, 56100 Lorient.

«RASSEMBLANCE», UN SIÈCLE D'IMMIGRATION EN ILE-DE-FRANCE
 En janvier 1993, l'Ecomusée de Fresnes organisait l'exposition « *Rassemblement* », un siècle d'immigration en Ile-de-France ».

L'Ecomusée de Fresnes et l'association AIDDA publient aujourd'hui un ouvrage rassemblant les textes de l'exposition ainsi que plus d'une centaine de photographies, ainsi que des études plus approfondies sur l'histoire de quartiers et cités d'Ile-de-France. Cet ouvrage est complété par un guide des lieux et sources d'information sur l'histoire de l'immigration. « *Rassemblement, un siècle d'immigration en Ile-de-France*, 164 pages. Prix : 140 F (+ 25 F de port). Pour toute commande : — AIDDA, 21, rue Simart, 75018 Paris. Tél. : 42.55.06.86. Fax : 42.59.24.20 ; — Ecomusée de Fresnes, 41, rue Maurice-Ténin, 94260 Fresnes. Tél. : 49.84.57.37. Fax : 49.84.56.57. Cet ouvrage est en vente également à la librairie du Monde Libertaire.

Les deux guerres d'Algérie

NOUVEAUTÉ

Volonté anarchiste
n° 43

« Appels aux travailleurs algériens »
Sail Mohamed

Textes
recueillis et présentés
par
Sylvain Boulouque

Prix : 25 F
(+ 4 F de frais de port)

Librairie
du Monde Libertaire
145, rue Amelot,
75011 Paris
(chèque à l'ordre de Publico)

ASH
34, rue Jean-Moulin,
92160 Antony
(chèque à l'ordre d'ASH)

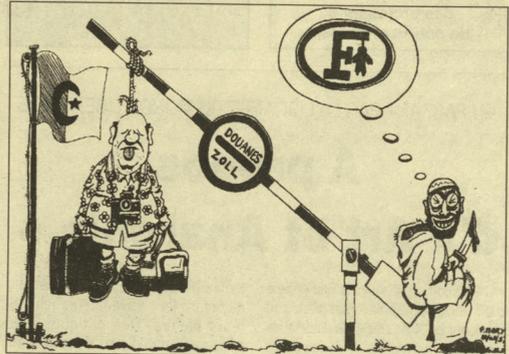
(suite de la « Une »)

andalouse, ne furent plus conviés au mariage des riches musulmans. Et Lili Boniche prit le bateau pour Marseille en compagnie des autres petits Blancs.

Les Algériens restés entre eux s'attelèrent à la construction de leur nouvel Etat et utilisèrent à cette fin le ciment nationaliste ; la nation algérienne devant être une et indivisible. Dans cette vision monolithique et mythique de la réalité algérienne, seule la dimension arabo-musulmane fut considérée comme légitime, alors qu'étaient niés la composante berbère et l'héritage français, abusivement assimilés l'un à l'autre pour mieux les discréditer mutuellement. Le multiculturalisme, source d'enrichissement dans la diversité, fut systématiquement occulté et même combattu en tant que séquelle du colonialisme. Paradoxe, car en niant

les ponts qui avaient existé entre les communautés et qui perduraient de fait, les nationalistes algériens reprenaient à leur compte l'idéologie coloniale qui fonctionnait ontologiquement à l'apartheid. Après tout, le métissage, interdit absolu pour le colonialisme, bien que complètement passé sous silence, ne fut pas que culturel... Aujourd'hui, les couples mixtes font partie des cibles privilégiées par les intégristes ; l'idéologie demeure, au fond, identique.

Au fil du temps, les difficultés matérielles insurmontables engendrées par des décennies d'incurie ont précipité l'Algérie dans ce qu'il convient désormais de considérer comme une deuxième guerre civile. Lorsque l'histoire paraît sans issue, il ne reste plus comme solution que de la nier. Et c'est précisément ce que font les intégristes. Ils cherchent par leur folie meurtrière



à achever la purification ethnique en débarrassant le corps social de toutes traces allogènes. Ce repli identitaire prétend construire une société pure et homogène dépourvue de toute contradiction afin de « vivre entre soi » dans la communauté des croyants frères et égaux, l'umma. Utopie totalitaire par excellence ! La guerre est donc ouverte contre tout ce qui est considéré par eux comme étranger, et en premier lieu ce qui est français. Mais cette deuxième guerre contre la France ne se mène que secondairement contre des Français ; principalement, elle s'attaque à des Algériens qui ont le tort de partager les valeurs de la République. Un poète sociologue et francophone

mérite assurément triplement la mort. En ce sens, les intégristes ne combattent plus contre la France du colonat de Bugeaud et de Bigeard, mais à travers les Algériens et les étrangers qu'ils assassinent, ils s'en prennent à l'esprit de Jaurès et par leurs ignorances revendiquées, ils rejettent également l'héritage prestigieux de la civilisation arabe : Avicenne, Averroès, Ibn Khaldun sont niés. Mais qu'importe, ils veulent éradiquer l'universel et construire une frontière infranchissable pour vivre à l'abri du monde... Cauchemar sanglant qui tend à accomplir la plus mauvaise part de la guerre d'indépendance.

Jean-Marie Tixier

ITINÉRAIRE PIED-NOIR

De la peur... à la peur !

NÉ EN 1949 EN ALGÉRIE, je n'avais connu ce pays qu'en guerre et je me souvenais n'avoir vécu qu'avec la peur, même si la mémoire élective s'avère trompeuse : l'Oranie ayant été relativement épargnée. L'angoisse se cristallisait autour d'une crainte que beaucoup d'enfants devaient partager, crainte de perdre leurs parents et d'être condamnés à vivre seuls dans un pays déchiré par la violence. Mais hélas pour les enfants d'Algérie, cette peur n'était pas que fantôme, elle s'alimentait aux récits horribles qui parvenaient jusqu'à eux et aux scènes terribles auxquelles ils étaient parfois contraints d'assister. Je garde encore en moi l'image de cet homme victime de cette ratonnade, qui gisait dans son sang sur le trottoir avec son turban défilé. Au moindre retard, j'imaginai aussitôt mes parents pris dans un attentat du FLN, comme Georges Piacentil, camarade de classe de ma mère et collègue de mes parents, abattu au volant de sa voiture avec son fils à ses côtés simplement parce qu'il était là, à ce carrefour, au mauvais moment ; ou je les voyais tombés sous les balles d'un commando Delta, comme William Hassan, assassiné à la porte de sa classe devant ses élèves ; William Hassan était un ami de mon père et, comme lui, il figurait sur une liste noire en tant qu'élue du Syndicat national des instituteurs (SNI). La mort nous avait frôlé quand les tueurs de l'OAS avaient abattu, par une ignoble méprise, le concierge de l'école que mon père dirigeait. A la fin de la guerre, les massacres perpétrés au début de juillet firent fuir la plupart des Français et contribuèrent à conforter mes angoisses.

En fait, je ne fus soulagé qu'après notre installation en France en 1964, où j'appris à vivre sans la peur. Les années passèrent. Plus tard, j'ai compris la nécessité historique de la décolonisation, mais une certaine prévention demeurait par rapport à ce pays qui m'avait vu naître : trop d'images sanglantes y étaient associées. Aussi, afin de me réconcilier avec moi-même comme avec l'Algérie, j'ai décidé de retourner pour y travailler. L'accueil fut émouvant. Bien des Algériens que j'eus la chance de côtoyer firent en sorte que je me sente chez moi. On m'a souvent dit pour me faire plaisir : « C'est ici

et maintenant que tu es un vrai rapatrié ! » Bref, j'avais l'impression de découvrir l'Algérie.

J'y ai vécu quatre ans et je n'en garde que d'excellents souvenirs, qui m'ont permis d'atténuer les mauvais. Je me souviens qu'au pied de la Casbah, il y avait un petit restaurant populaire aux stucs peints qui s'appelaient *Le grand égyptien* où nous allions souper avec nos amis de passage pour leur faire sentir la chaleur des Algérois. Je me souviens des odeurs, comme celle de la chorba les soirs de ramadan, odeurs qui pour moi constituent autant de parfums d'une enfance heureuse retrouvée.

J'aimais tout particulièrement me promener dans les montagnes, en pleine nature. Parfois, au détour d'un chemin en Kabylie ou ailleurs, un village rasé pour cause de regroupement ou des bois brûlés par le napalm étaient autant de cicatrices que je croyais définitivement fermées. Au hasard des rares rencontres, les paysannes, visages découverts, offraient des fruits et je ne manquais jamais de laisser une pièce pour le marabout. Combien de fois j'ai descendu les contreforts de l'Atlas à Chréa pour aller me baigner dans l'oued au fond de la vallée. J'avais alors pleinement conscience de jouir d'une paix retrouvée, et j'ai souvent dit à ceux qui m'accompagnaient cette joie de vivre dans une Algérie sereine malgré toutes les difficultés qu'elle avait déjà à affronter.

Aujourd'hui, je ne parviens pas à croire que ces temps sont révolus. Il n'est plus question pour un Français ou pour quiconque d'aller souper dans la Casbah. Le couvre-feu et les tueurs intégristes veillent. A Chréa, la caserne a été attaquée, il y aurait eu quarante morts. Mes amis algériens craignent pour leur vie, tout simplement parce qu'ils me ressemblent. Dernièrement, la fille de l'un d'eux a passé quelques jours chez moi, et j'ai retrouvé avec effroi exactement la même peur qui m'avait étreint autrefois. Elle a abrégé ses vacances car elle ne supportait plus de vivre loin de son père qu'elle sait menacé. Qu'elle soit près de lui ne changera rien mais atténuera son angoisse, elle sera rassurée dans l'instant...

J.-M. T.

A l'initiative des groupes FA

LYON

JEUDI 17 FÉVRIER - 20 H
SOIRÉE-DÉBAT SUR L'ALGÉRIE

(présentation et analyse
de la situation sociale et politique)

Librairie La Plume Noire
19, rue Pierre-Blanc
(entrée par l'allée)
69001 Lyon

SOMMAIRE

Page 1 : La surenchère raciste de l'Etat (suite p. 4), Les deux guerres d'Algérie (suite p. 8).

Page 2 : La société de consommation (première partie).

Page 3 : Les lumières du « Réverbère », Presse et avenir... (Livre CGT), Nouvelles du front, 22 v'l'a les flics, Parutions.

Page 4 : La surenchère raciste de l'Etat (suite de la « une »), Limoges : Pasqua indésirable !, Rendez-vous.

Page 5 : Pour l'abolition du salariat. Page 6 : Serbie : Sous la férule des tyrans la situation économique du peuple s'aggrave, Le prix d'un hélicoptère français : des milliers de vies kurdes, Espagne.

Page 7 : « 1914-1918, c'était la guerre des tranchées » de Tardi, A propos d'« Art et Anarchie », Associations.

Page 8 : Les deux guerres d'Algérie (suite de la « une »), De la peur... à la peur !